



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

18 | Printemps 2008
Zoé l'équation fatale

Etats-Unis – Pakistan : échec et pat ?

Christophe Buffet



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/humanitaire/215>

ISBN : 978-2-918362-36-4

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Christophe Buffet, « Etats-Unis – Pakistan : échec et pat ? », *Humanitaire* [En ligne], 18 | Printemps 2008, mis en ligne le 06 octobre 2009, consulté le 24 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/215>

Ce document a été généré automatiquement le 24 octobre 2022.

Tous droits réservés

Etats-Unis – Pakistan : échec et pat ?

Christophe Buffet

- 1 Le Pakistan a fait irruption dans les primaires américaines à la suite de l'assassinat de Benazir Bhutto le 27 décembre dernier, chaque candidat se targuant soudain de connaître le pays sur le bout des doigts pour prouver sa maîtrise des sujets internationaux. La palme est revenue à John Edwards pour son coup de fil le plus prompt au... général Musharraf, un « homme personnellement scrupuleusement honnête », suivi de près par Mike Huckabee, inquiet d'une possible poursuite du couvre-feu... en fait levé depuis le 15 décembre. Des propos attribués par le journal Newsday à Hillary Clinton, laissant entendre que l'assassinat de Benazir Bhutto pourrait être une « action interne », ont soulevé les protestations officielles du Pakistan. De son côté, Barack Obama avait précédemment affirmé que les Etats-Unis devraient déplacer le front de la guerre contre le terrorisme d'Irak vers l'Afghanistan et le Pakistan : « Si nous disposons d'informations sur des cibles terroristes de haut rang et que le Président Musharraf n'agit pas, nous agirons nous-mêmes », affirmait-il le 1er août dernier. Il a tenté depuis de nuancer sa position en affirmant son attachement à coopérer pleinement avec le gouvernement pakistanais pour enrayer la menace d'al-Qaida.
- 2 Il n'en reste pas moins que sa phrase fait écho, entre autres, au bilan catastrophique des bombardements de janvier 2006 : à la suite d'informations erronées faisant état de la présence d'Al- Zawahiri, l'aviation américaine avait bombardé un village proche de la frontière afghane. Résultat : 18 morts. Les Pakistanais, quelles que soient leurs opinions politiques, nourrissent des ressentiments certains face à ce type de frappes. Contre toute attente, ces opérations n'ont pas été mises en veilleuse durant la période électorale pakistanaise, et une latitude plus large semble même avoir été accordée aux Américains. Abou Laith al-Libi (« Le Libyen »), un des lieutenants d'al-Qaida, a ainsi été tué par un drone américain le 29 janvier dans les zones tribales, de même que 12 autres « combattants étrangers ».
- 3 Les résultats des élections pakistanaises sont-ils de nature à ouvrir le jeu sur l'échiquier de ce pays, ou, à l'inverse, le ferme-t- il en le rapprochant d'une situation de « pat » pour les Etats- Unis ?

Dix milliards de dollars d'aides pour un bilan décevant

- 4 Après les attentats du 11 septembre 2001, Richard Armitage, alors secrétaire d'État adjoint, avait donné le ton. Sa menace de renvoyer le Pakistan « à l'âge de pierre » s'il ne participait pas à la « guerre contre le terrorisme » aux côtés des Etats-Unis faisait montre d'un doigté tout particulier. Métamorphosé soudain « d'Etat voyou » en « allié fidèle », le Pakistan a bénéficié depuis lors de 10 milliards de dollars d'aides.
- 5 Le « pays des purs » a cependant poursuivi un double jeu : de nombreux responsables d'al-Qaida ont certes été éliminés ou capturés mais l'armée pakistanaise et ses services secrets (ISI) pouvaient difficilement se couper radicalement de ses liens avec les fondamentalistes. Ceux-ci sont en effet instrumentalisés depuis de nombreuses années dans la stratégie que le pays conduit face à l'Inde au Cachemire ou dans les zones tribales qui lorgnent vers l'Afghanistan. Les précédents revirements tactiques des Etats-Unis n'incitaient pas non plus à s'engager franchement à leurs côtés. Comprimé entre les pressions externes et ses tensions internes (pouvoir de nuisance des intégristes, forces centrifuges des régions...) Musharraf s'est ainsi efforcé de définir une politique de « modération éclairée » qui s'apparente plutôt à de la navigation à vue, agrégeant d'amples contradictions et alimentant des tensions qui n'attendaient que les élections pour s'exprimer pleinement. Après plus de six ans d'une partie nerveuse et confuse, le bilan est décevant : Oussama Ben Laden reste insaisissable et l'alternance d'opérations militaires sanglantes et de tentatives de dialogues entre le général Musharraf et les chefs des zones tribales n'a produit qu'un renforcement du sanctuaire d'al-Qaida.

Quels alliés aujourd'hui pour les Etats- Unis ?

- 6 Le scénario américain visait à l'élection de Benazir Bhutto au poste de Premier ministre avec un président Musharraf défalqué de son poste de général. Un scénario qui apparaissait d'emblée bancal, tant l'alliance aurait été fragile du fait de chaque personnalité et de leurs différences politiques. Des discussions avaient été d'ailleurs entamées précédemment entre le PPP de Benazir Bhutto, le PML-N de Nawaz Sharif et les intégristes musulmans du MMA pour constituer un front... anti-Musharraf.
- 7 Les circonstances de l'assassinat de Benazir Bhutto restent confuses malgré l'enquête de Scotland Yard. Remarquons simplement que ses prises de positions ne pouvaient que lui attirer de multiples ennemis : elle avait notamment indiqué qu'elle laisserait les Etats-Unis bombarder les islamistes des zones tribales, et l'AIEA interroger AQ Khan, père de la bombe pakistanaise et acteur de la prolifération nucléaire (Iran, Corée du Nord). Suivant la tradition, la conduite de son parti est restée aux mains de la famille Bhutto. Cependant, son fils Bilawal, âgé de 19 ans n'a pas été préparé à cette charge politique, et il n'était même pas encore en mesure de se présenter à ces élections législatives : la loi pakistanaise impose en effet d'être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur.
- 8 Quant à Asif Ali Zardari, mari de feu Benazir Bhutto et coprésident du PPP, il est aussi surnommé « Monsieur 10 % » pour sa propension à ponctionner sa dîme, en particulier pendant son mandat de ministre des Investissements. Les accusations de corruptions et

de complicité de meurtre de son beau-frère Murtaza Bhutto lui ont valu au total onze ans de prison. Le PPP, arrivé en tête des élections, se dirige à l'heure actuelle vers la nomination d'une personnalité moins contestée pour le poste de Premier ministre : Makhdoom Amin Fahim est également co-président du PPP et fut ministre lors des mandats de Benazir Bhutto. Le ton d'Asif Ali Zardari est resté modéré vis-à-vis du président Musharraf, même après le scrutin, et il n'a fallu que quelques jours pour que des pressions amicales apparaissent au grand jour : convoqué d'un côté par l'ambassadrice des Etats-Unis Anne W. Patterson, il a également vu ressurgir de l'autre une procédure pour corruption conduite en Suisse et mise en veille depuis... dix ans.

- 9 L'autre vainqueur des élections est Nawaz Sharif, chef du PMLQ. Réputé peu apprécié des Etats-Unis : disciple du général Zia ul-Haq qui s'était appuyé sur l'islamisme pour asseoir son pouvoir de 1979 à 1988, il présente également le défaut d'avoir été Premier ministre au moment où le Pakistan s'est doté de la bombe nucléaire avec l'aide technique de la Chine. Après sept ans d'exil, sa première tentative de retour le 10 septembre dernier avait duré quatre heures, avant qu'il ne soit expulsé en Arabie Saoudite. A la suite des protestations internationales (en particulier européennes), il a pu finalement revenir sur ses terres de Lahore en novembre. Il est également à noter que ses voyages diplomatiques pour résoudre la crise de Kargil avec l'Inde en 1999 l'avaient conduit à Pékin avant Washington. C'est cette crise qui avait servi de prétexte pour le coup d'Etat militaire et porté Pervez Musharraf au pouvoir. Nawaz Sharif a donc été l'un des plus virulents promoteurs d'une destitution, qui serait cependant légalement difficile : l'addition des sièges du PML-Q et du PPP n'atteint pas les deux tiers de l'Assemblée requis pour la mise en œuvre de la procédure. Même si les tractations avec d'autres partis (tel le MQM, parti des Muhajirs¹ à Karachi) permettait à la coalition d'atteindre le quorum, le Sénat reste pour sa part acquis au président Musharraf. Le « fidèle allié » des Etats-Unis pourrait donc poursuivre son mandat de président, sauf s'il décide d'abandonner la partie de lui-même. Paradoxalement, le résultat des élections laissent les autorités américaines quelque peu perplexes : surpris par l'ampleur de la défaite du parti du président Musharraf, ils craignent que la nouvelle coalition au pouvoir, plus favorable au dialogue avec les zones tribales, ne réduise la marge de manœuvre obtenue lors des semaines précédant le scrutin pour les opérations contre al-Qaida.

Le général Kayani, le roque

- 10 Le prestige de l'armée a été écorné à la fois par ses échecs en zone tribale et par son inefficacité durant les premiers temps suivant le tremblement de terre d'octobre 2005. Elle demeure cependant un pilier essentiel du pays. Musharraf s'étant finalement résolu à quitter sa « seconde peau » de militaire en novembre, il a désigné son protégé général Ashfaq Parvez Kayani comme nouveau chef des armées. Formé aux Etats-Unis, celui-ci avait brièvement travaillé avec Benazir Bhutto avant de s'éloigner du champ politique. Bénéficiant à la fois de la confiance du Président et de son allié, il sera donc une pièce maîtresse du jeu pakistanais. Il souhaite démêler les institutions civiles de l'armée et renforcer son rôle de force anti-insurrection. Déjà mobilisée au Cachemire, au Balouchistan et dans les zones tribales, elle aurait probablement eu fort à faire si le bourrage d'urnes anticipé par de nombreux observateurs avait donné des résultats trop éloignés des attentes du peuple pakistanais.

- 11 La tenue des élections dans des conditions « correctes » suivant les observateurs internationaux, si elle représente un point positif incontestable pour la démocratie, n'a donc pas libéré les positions américaines. Reste que la scène pakistanaise n'est jamais avare de surprises : qui aurait pu prédire la situation actuelle il y a seulement trois mois ? Quelle que soit l'issue des événements, il n'est en tout cas pas à douter que la Chine poursuivra de son côté son propre jeu de go économique et militaire, qu'elle déploie avec patience et constance depuis 50 ans.
-

NOTES

1. Les Muhajirs sont les musulmans qui ont quitté l'Inde pour rejoindre le Pakistan lors de la partition en 1947.
-

RÉSUMÉS

Le Pakistan a fait irruption dans les primaires américaines à la suite de l'assassinat de Benazir Bhutto le 27 décembre dernier, chaque candidat se targuant soudain de connaître le pays sur le bout des doigts pour prouver sa maîtrise des sujets internationaux.

INDEX

Mots-clés : Attentat, Conflit

Index géographique : Etats-Unis, Pakistan

AUTEUR

CHRISTOPHE BUFFET

Christophe Buffet est actuellement étudiant en formation professionnelle à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS). Il a été coordinateur de mission pour Médecins du Monde de septembre 2005 à juillet 2006 au Pakistan, ainsi qu'en Afghanistan en 2004. Contact : cbuffer@yahoo.fr